

MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

LE MINISTRE

Paris, le **06 JANV 2006**

N/Réf : DGAFP/CAB/2110

NOTE

à l'attention de

Monsieur le Ministre d'Etat

Mesdames et Messieurs les  
ministres et ministres délégués

**Objet** : circulaire relative à la gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences (GPEEC)

Par la circulaire du 16 décembre 2002 du ministre de la fonction publique, le Gouvernement a souhaité donner une nouvelle impulsion à la politique de gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences (GPEEC). Initiée dès le début des années 1990, cette politique est devenue un des leviers de la modernisation de l'État. Permettre que s'établisse sur des bases solides le débat sur l'emploi public et ses évolutions constitue une orientation politique majeure.

Au-delà de son caractère technique, la démarche de gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences comporte en effet une dimension stratégique. Il s'agit de se livrer à la fois à un exercice critique d'examen des missions de l'État et à une analyse détaillée de l'impact, tant en emplois budgétaires qu'en profils de compétence souhaités, des modifications de structures envisagées.

Dans un contexte démographique qui va renforcer la concurrence avec le secteur privé sur le marché du travail, il apparaît tout à fait essentiel que l'État calibre bien ses recrutements, en nombre mais aussi en qualité. Il est tout aussi essentiel qu'il soit en mesure, dans un contexte budgétaire contraint, d'améliorer la performance de ses services pour que les progrès ainsi réalisés soient partagés entre les usagers qui utilisent ces services, les personnels qui en assurent le bon fonctionnement et les contribuables qui les financent.

Les premiers travaux réalisés par les ministères, selon les directives qui leur avaient été transmises en décembre 2002 (renouvelées par une circulaire de la DGAFP du 9 juin 2004), sont présentés dans le rapport de l'Observatoire de l'emploi public de 2004-2005.

Il s'agit maintenant d'approfondir la démarche engagée pour l'inscrire pleinement dans le débat parlementaire sur les lois de finances. Dans le cadre de la mise en œuvre de la

loi organique relative aux lois de finances (la LolF) du 1-er août 2001, le pilotage pluriannuel des emplois et crédits de personnels devient une nécessité.

Les ministères sont donc appelés à renouveler, en le complétant, l'exercice demandé depuis 2002. Ces exercices, qui ont vocation à être reconduits tous les ans, seront transmis au Parlement pour le débat sur la loi de finances, accompagnés de leur synthèse établie par l'Observatoire de l'emploi public.

Ces dossiers doivent comprendre :

- une photographie précise des emplois consommés et des effectifs payés et gérés de l'année précédente (annexe 1). Les tableaux seront commentés et mis en perspective sur la base de données rétrospectives ;

- une évaluation, à un horizon de cinq ans, des besoins en emplois et en compétences cohérents avec les orientations retenues ou envisagées en termes d'évolution des missions et de leur exercice. Un exercice prospectif complètera l'analyse afin d'apprécier la conséquence de ces choix sur la structure des emplois à un horizon de dix ans (annexe 2). Plusieurs schémas d'emplois peuvent être présentés ;

- une estimation à cinq et dix ans de la situation des personnels actuellement en fonction - départs à la retraite mais aussi autres départs ; dans ce cadre, chaque ministère procédera à une analyse précise des dynamiques à l'œuvre, en mettant notamment en évidence les difficultés qui pourraient apparaître sous la double hypothèse d'un maintien des politiques actuelles de GRH et de besoins en emplois et compétences évalués à organisation et missions inchangées (annexe 3) ;

- un scénario, voire plusieurs, de politique de GRH associés à ces évolutions et cohérents avec le ou les schémas d'emplois présentés en point 2 : ceux-ci préciseront les politiques envisagées en termes de recrutement (importance, qualité et modalités des recrutements), de mobilité, de formation, de gestion des corps (fusion, repyramidage ...), etc. Ces scénarii, définis sur cinq ans, s'accompagneront d'exercices prospectifs permettant d'apprécier l'impact des choix retenus à un horizon de dix ans (annexe 3). Le coût budgétaire global des différents scénarii devra être évalué.

Ce ou ces scénarii seront naturellement établis en cohérence, s'agissant de leur mise en œuvre à court terme, avec la demande faite par le Premier ministre à chaque ministère de faire pour le 1er février 2006, des propositions chiffrées pour 2007 de redéploiement des effectifs et de non remplacement des départs à la retraite.

Chaque ministère devra transmettre son dossier au plus tard le 31 mai 2006 à l'Observatoire de l'emploi public qui en fera la synthèse.

Il appartiendra à chaque ministère d'examiner les modalités de transmission et d'échange sur ce dossier avec ses organisations syndicales.



Christian JACOB

## Annexe 1 : nouvelle présentation des données de l'enquête OEP sur la connaissance de l'emploi dans les ministères et les établissements publics de l'État

### Pour les années 2005 et suivantes

Pour assurer la transparence sur l'emploi public, l'Observatoire de l'emploi public avait, dès 2001, établi un outil synthétique permettant d'évaluer l'utilisation de l'autorisation parlementaire. Six tableaux avaient été ainsi définis permettant d'expliquer et surtout de quantifier le passage des emplois budgétaires aux effectifs réels payés et gérés. Cette annexe reprend ce travail en l'adaptant au nouveau contexte budgétaire.

⇒ le premier tableau (tableau 1 et 1 bis) permet d'expliquer et de quantifier pour chaque ministère et pour chaque programme les causes des écarts entre les emplois consommés au sens LOLF et le nombre d'agents effectivement rémunérés. Ce tableau permet notamment d'évaluer par grandes catégories statutaires l'impact du temps partiel ainsi que celui du « *turn over* ». Il permet de présenter l'évolution respective du nombre de titulaires et de non-titulaires par grandes catégories statutaires. Il répond à la demande expresse de la Cour des comptes et du Parlement de rendre compte précisément de l'exécution de l'autorisation parlementaire ;

⇒ le deuxième tableau (tableau 2 et 2 bis) détaille par catégories statutaires et regroupement de corps par grandes filières professionnelles les emplois effectivement consommés. **À ce stade et par convention les personnels sont décomptés en fonction de leur appartenance à un corps. La liste des filières professionnelles contenue dans les tableaux est donnée à titre indicatif.**

Cette présentation répond pour partie à la demande des Parlementaires de disposer d'informations sur les compétences des agents de l'État. Cette présentation ne donne toutefois qu'une image imparfaite des métiers exercés : elle ne saurait notamment suffire pour analyser les évolutions passées et futures des compétences requises - ce qui supposerait de regrouper les personnels non par leur appartenance à un corps mais par leur appartenance à un métier -, encore moins gérer les profils de carrière, définir les plans de formation, revoir les épreuves aux concours.... Une telle analyse suppose des outils tels que la constitution d'un répertoire des métiers à l'instar de ceux déjà élaborés dans les fonctions publiques hospitalière et territoriale. Un tel travail vient d'être engagé, il permettra à terme d'élaborer des tableaux complémentaires par grands métiers.

Cette présentation harmonisée au niveau interministériel, par les comparaisons qu'elle autorise, permet toutefois de mettre en évidence certaines des spécificités attachées à chaque programme ministériel. Elle facilite ainsi l'analyse des grandes tendances d'évolution de l'emploi public. Le détail retenu par types de contrat peut notamment permettre d'évaluer l'impact à terme, sur la structure des emplois, des nouvelles modalités de gestion des personnels autorisées par la LOLF;

⇒ le troisième tableau permet d'évaluer l'importance des prêts croisés entre ministères, mais aussi celle des personnels « hors ministères » qui continuent à être gérés par leur administration d'origine. Rapproché de données strictement budgétaires, ce type d'information permet d'estimer pour chaque ministère le coût moyen de la GRH par agent géré ;

⇒ les quatrième et cinquième tableaux détaillent ces prêts croisés entre ministères ;

⇒ le sixième tableau complète l'analyse en étendant le champ aux établissements publics rattachés.

**Pour l'année 2005, première année pour laquelle cette nouvelle présentation est proposée et doit être renseignée pour le 31 mars 2006, les tableaux 1bis et 2bis ne sont pas demandés.**

**Les six tableaux (quatre pour l'année 2005) devront être accompagnés d'une note de commentaires. Ceux-ci s'appuieront sur une analyse rétrospective de l'évolution des effectifs et de leurs structures sur les dix dernières années.**

Annexe 1 - tableau 1 : tableau global des emplois et des effectifs physiques payés sur emplois ou crédits de rémunération pour l'ensemble du ministère  
nom du ministère :

Catégories de personnels	Effectifs rémunérés en équivalent temps plein travaillé (ETPT)	Effectifs physiques mensuels en moyenne annuelle	Effectifs physiques cumulés sur l'année	Effectifs physiques au 31/12 de l'année
Personnels comptabilisés dans le plafond d'emplois	(1)	(2)	(3)	(4)
<b>personnels civils</b> titulaires et stagiaires (1) A+ A B C ouvriers Etat non-titulaires sur emplois permanents (hors emplois particuliers) A+ A B C non-titulaires sur emplois occasionnels et saisonniers A+ A B C non-titulaires sur emplois particuliers (2) A+ A B C maîtres de l'enseignement privé emplois aidés de droit public apprentis et emplois aidés de droit privé autres non-titulaires de droit privé (2)				
<b>personnels militaires (3)</b> militaires de carrière Officiers Sous-officiers militaires sous contrat Officiers Sous-officiers militaires du rang volontaires				
Personnels non-comptabilisés dans le plafond d'emplois (2)				
personnels externes à l'Etat personnels Etat externes au ministère personnels du ministère				
	correspond aux ETP au sens de la LOLF à partir de 2006	nombre de personnes présentes en moyenne chaque mois	nombre de personnes cumulées sur l'année	nombre de personnes présentes au 31/12
<b>Pour mémoire à titre indicatif le plafond d'emplois ministériel (à partir de 2006) :</b>		permet de mesurer l'incidence du temps partiel et du temps travaillé	permet d'apprécier l'importance du "turn over"	permet de calculer le taux d'emploi public / au privé

(1) fonctionnaires titulaires et stagiaires, magistrats et personnels titulaires des cultes d'Alsace-Moselle

(2) liste à fournir en annexe

(3) les militaires de la réserve sont supposés hors plafond d'emploi

Annexe 1 - tableau 1 (bis): tableau global des emplois et des effectifs physiques payés sur emplois ou crédits de rémunérations par programme LOLF

Tableau demandé qu'à partir de 2006

nom du ministère :

nom du programme :

Catégories de personnels	Effectifs rémunérés en équivalent temps plein travaillé (ETPT)	Effectifs physiques mensuels en moyenne annuelle	Effectifs physiques cumulés sur l'année	Effectifs physiques au 31/12 de l'année
Personnels comptabilisés dans le plafond d'emplois	(1)	(2)	(3)	(4)
<b>personnels civils</b> titulaires et stagiaires (1) A+ A B C ouvriers Etat non-titulaires sur emplois permanents (hors emplois particuliers) A+ A B C non-titulaires sur emplois occasionnels et saisonniers A+ A B C non-titulaires sur emplois particuliers (2) A+ A B C maîtres de l'enseignement privé emplois aidés de droit public apprentis et emplois aidés de droit privé autres non-titulaires de droit privé (2)				
<b>personnels militaires (3)</b> militaires de carrière Officiers Sous-officiers militaires sous contrat Officiers Sous-officiers militaires du rang volontaires				
Personnels non-comptabilisés dans le plafond d'emplois (2)				
personnels externes à l'Etat personnels Etat externes au ministère personnels du ministère				
	coorespond aux ETP au sens de la LOLF à partir de 2006	nombre de personnes présentes en moyenne chaque mois	nombre de personnes cumulées sur l'année	nombre de personnes présentes au 31/12
		permet de mesurer l'incidence du temps partiel et du temps travaillé	permet d'apprécier l'importance du "turn over"	permet de calculer le taux d'emploi public / au privé

(1) fonctionnaires titulaires et stagiaires, magistrats et personnels titulaires des cultes d'Alsace-Moselle

(2) liste à fournir en annexe

(3) les militaires de la réserve sont supposés hors plafond d'emploi

**Annexe 1 : nomenclature statutaire des SIRH**

Niveau désagrégé	Niveau agrégé	Commentaires
<b>Personnels civils de droit public</b>		
Titulaires Stagiaires Elèves	Titulaires et stagiaires	
Ouvriers d'Etat (article 3§5)	Ouvriers d'Etat	
Contractuels pas de corps de titulaires (article 4§1) Contractuels fonctions particulières (article 4§2- a) Contractuels emplois vacants (article 4§2- b) Contractuels emplois non-complets (article 6§1) Contractuels antérieurs (article 82) Contractuels handicapés (article 27) Contractuels nommés à la discrétion du gouvernement (article 3§1) Professeurs associés (article 5 et L932-2 loi Education) Contractuels intégrés suite à transfert d'entreprise (article 15, loi 2005)	Non-titulaires sur emplois permanents	
Occasionnels et saisonniers (article 6§2)	Non-titulaires sur emplois occasionnels et saisonniers	
Contractuels sur emplois particuliers	Non-titulaires sur emplois particuliers	Mettre dans cette rubrique : les ATER (article 23 loi Recherche), les allocataires de recherche les assistants d'éducation et MISE (article 3§6), les Berkanians (loi du 12/4/2000 article 34), les professeurs invités (loi Recherche), les volontaires du MAE... (pour les EP, mettre aussi les contractuels articles 3§2, article 3§3, article 3§4)
Maîtres du privé Emplois aidés de droit public	Maîtres du privé Emplois aidés de droit public	<b>liste à préciser par ministère</b>
<b>Personnels civils de droit privé</b>		
Emplois aidés de droit privé Apprentis Autres non-titulaires de droit privé . Recrutés locaux . Agents de droit privé autres cas	Emplois aidés de droit privé Apprentis Autres non-titulaires de droit privé	
<b>Personnels civils payés à l'acte et à la tâche</b>	Personnels civils payés à l'acte et à la tâche	<b>liste des interventions à préciser par ministère</b>
Intermittents du spectacle Autres personnels payés à l'acte et à la tâche		
<b>Personnels militaires</b>		
Militaires de carrière	Militaires de carrière	
Fonctionnaires en détachement sous statut militaire	Fonctionnaires en détachement sous statut militaire	
Militaires sous contrat . Officiers sous contrat . Militaires engagés . Militaires commissionnés . Volontaires . Volontaires stagiaires du service militaire adapté . Militaires servant à titre étranger	Militaires sous contrat	
Militaires de réserve . Réserve opérationnelle . Réserve opérationnelle d'astreinte . Réserve citoyenne	Militaires de réserve	

## **Annexe 1 : les définitions d'emplois et d'effectifs pour les tableaux 1 et 1bis**

### ***Effectifs rémunérés en équivalent temps plein travaillé (ETPT) - Unité LOLF à partir de 2006***

L'ETPT revient à comptabiliser chaque agent au prorata de sa quotité de temps réellement travaillé sur l'année.

Exemples : . si un agent a travaillé un mois seulement dans l'année à 80 %, il sera compté  $0,8 \times (1/12)$  en ETPT.  
. si un agent a travaillé quinze jours dans l'année à 80 %, il sera compté  $0,8 \times (0,5/12)$  en ETPT.

### ***Effectifs physiques mensuels en moyenne annuelle***

Exemples : . si un agent a travaillé un mois seulement dans l'année à 80%, il sera compté  $1 \times (1/12)$  en moyenne annuelle.  
. Il en sera de même pour un agent qui n'aurait travaillé que quinze jours dans le mois, celui-ci sera aussi compté pour  $1 \times (1/12)$  en moyenne annuelle.

### ***Effectifs physiques cumulés sur l'année***

Le cumul sur l'année revient à comptabiliser tous les agents qui ont été présents dans l'année et ce quelle que soit la durée de leur présence.

Par rapport au concept précédent, si deux personnes se succèdent sur un poste sur deux mois différents, le cumul intègrera deux personnes et non une seule.

### ***Effectifs physiques au 31 décembre***

Il s'agit des personnes présentes au 31 décembre, cela exclut les personnes présentes en décembre mais ayant quitté leur activité avant le 31 décembre

Annexe 1 - tableau 2 : tableau des emplois par catégories statutaires et regroupement de corps par grandes filières professionnelles pour l'ensemble du ministère (1)  
nom du ministère :

données en équivalent temps plein travaillé

Statut	Regroupement des corps par grandes filières professionnelles (*)							TOTAL
	juridictionnelle	administration	administration financière	Technique (2)	Formation et culture	sécurité (3) et surveillance	sanitaire, sociale et médico-sociale	
<b>Personnels civils</b>								
<i>Fonctionnaires titulaires et stagiaires</i>								
. A+								
. A								
. B								
. C								
<i>Fonctionnaires titulaires détachés sur contrat</i>								
. A+								
. A								
. B								
. C								
<i>Personnels titulaires des cultes Alsace - Moselle</i>								
<i>Magistrats</i>								
<i>Ouvriers Etat</i>								
<i>Non-titulaires sur emplois permanents (hors emplois particuliers)</i>								
. Niveau de la catégorie A+								
. Niveau de la catégorie A								
. Niveau de la catégorie B								
. Niveau de la catégorie C								
<i>. Non-titulaires, occasionnels ou saisonniers</i>								
. Niveau de la catégorie A+								
. Niveau de la catégorie A								
. Niveau de la catégorie B								
. Niveau de la catégorie C								
<i>. Non-titulaires sur emplois particuliers</i>								
. MISE + assistants d'éducation (article 3.6)								
. ATER (article 23 loi recherche), allocataires de recherche...								
. Professeurs invités (loi recherche)								
. Volontaires internationaux des affaires étrangères								
. Autres cas (préciser)								
<i>. Maîtres de l'enseignement privé</i>								
<i>. Emplois aidés de droit public</i>								
<i>. Apprentis et emplois aidés de droit privé</i>								
<i>. Autres non-titulaires de droit privé</i>								
. Recrutés locaux								
. Autres cas (préciser)								
<b>Personnels militaires</b>								
<i>Militaires de carrière</i>								
. Officiers								
. Sous-Officiers								
<i>Militaires sous contrat</i>								
. Officiers								
. Sous-Officiers								
. Militaires du rang								
. Volontaires								
<b>TOTAL</b>								

(\*) A ce stade et par convention les personnels (en ETPT) sont décomptés en fonction de leur appartenance à leur corps

(1) fournir par ailleurs en annexe pour ce tableau global agrégé au niveau ministériel la liste des corps ou des "pseudo corps" correspondant à chacune des cases

(2) cette filière regroupe aussi les corps de service

(3) cette filière regroupe les corps de la sécurité intérieure et extérieure

↑  
colonne (1) du  
tableau n° 1



Annexe 1 : tableau 2 (bis) : tableau des emplois par catégories statutaires et regroupement de corps par grandes filières professionnelles pour chaque programme

Tableau demandé qu'à partir de 2006

nom du ministère :

nom du programme :

données en équivalent temps plein travaillé

Statut Personnels	Regroupement des corps par grandes filières professionnelles (*)							TOTAL
	juridictionnelle	administration	administration financière	Technique (1)	Formation et culture	sécurité (2) et surveillance	sanitaire, sociale et médico-sociale	
<b>civils</b>								
<i>Fonctionnaires titulaires et stagiaires</i>								
. A+								
. A								
. B								
. C								
<i>Fonctionnaires titulaires détachés sur contrat</i>								
. A+								
. A								
. B								
. C								
<i>Personnels titulaires des cultes Alsace - Moselle</i>								
<i>Magistrats</i>								
<i>Ouvriers Etat</i>								
<i>Non-titulaires sur emplois permanents (hors emplois particuliers)</i>								
. Niveau de la catégorie A+								
. Niveau de la catégorie A								
. Niveau de la catégorie B								
. Niveau de la catégorie C								
<i>. Non-titulaires, occasionnels ou saisonniers</i>								
. Niveau de la catégorie A+								
. Niveau de la catégorie A								
. Niveau de la catégorie B								
. Niveau de la catégorie C								
<i>. Non-titulaires sur emplois particuliers</i>								
. MISE + assistants d'éducation (article 3.6)								
. ATER (article 23 loi recherche), allocataires de recherche,...								
. Professeurs invités (loi recherche)								
. Volontaires internationaux des affaires étrangères								
. Autres cas (préciser)								
<i>. Maîtres de l'enseignement privé</i>								
<i>. Emplois aidés de droit public</i>								
<i>. Apprentis et emplois aidés de droit privé</i>								
<i>. Autres non-titulaires de droit privé</i>								
. Recrutés locaux								
. Autres cas (préciser)								
<b>Personnels militaires</b>								
<i>Militaires de carrière</i>								
. Officiers								
. Sous-Officiers								
<i>Militaires sous contrat</i>								
. Officiers								
. Sous-Officiers								
. Militaires du rang								
. Volontaires								
<b>TOTAL</b>								

(\*) A ce stade et par convention les personnels (en ETPT) sont décomptés en fonction de leur appartenance à leur corps

(1) cette filière regroupe aussi les corps de service

(2) cette filière regroupe les corps de la sécurité intérieure et extérieure

↑  
colonne (1) du  
tableau n° 1

Annexe 1 : tableau 3 : tableau des effectifs "payés", en fonction et "gérés" par ministère (1)  
Effectifs physiques au 31/12

Directions de Ressources humaines rattachées													
fournir la liste													
Catégories de personnels	Effectifs "payés" au 31/12 et comptabilisés dans les emplois du ministère	Mad ou affectés "gratuits (2)" entrants dans le ministère	Mad ou affectés "gratuits (3)" sortants du ministère	Effectifs en fonction au 31/12 de l'année dans le ministère	Mad ou affectés entrants "payés" sur emplois (4) du ministère et "gérés" par les DRH rattachées à d'autres ministères	Mad ou affectés sortants des DRH rattachées, "gérés" par le ministère, mais "payés sur emplois (5)" d'un autre ministère (6)	détachés sortants des DRH rattachées (6)	Personnels en CLD, congé de formation professionnelle et CFA des DRH rattachées (6)	Personnels en disponibilité, hors cadres, congé parental et service national des DRH rattachées (6)	Effectifs "gérés" au 31/12 par les DRH rattachées	détachés entrants dans le ministère		
	(4)	(5)	(6)	(7)=(4)+(5)-(6)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)=(4)-(8)+(9)+(10)+(11)+(12)	(14)		
Personnels civils													
titulaires et stagiaires (7)													
A+													
A													
B													
C													
ouvriers Etat													
non-titulaires sur emplois permanents (hors emplois particuliers)													
A+													
A													
B													
C													
non-titulaires occasionnels et saisonniers													
A+													
A													
B													
C													
non-titulaires sur emplois particuliers													
A+													
A													
B													
C													
maîtres de l'enseignement privé													
emplois aidés de droit public													
apprentis et emplois aidés de droit privé													
autres non-titulaires de droit privé													
personnels militaires													
militaires de carrière													
Officiers													
Sous-officiers													
militaires sous contrat													
Officiers													
Sous-officiers													
militaires du rang													
volontaires													
	colonne (4) du tableau n°1										à titre d'information déjà compris dans la colonne (4)		

(1) ministère pour lequel est défini le plafond d'emploi, les directions de personnel qui lui sont rattachées en gestion sont précisées dans l'encadré situé au dessus du tableau  
(2) personnels Mad ou affectés entrants payés sur les emplois d'un autre ministère et ne donnant pas lieu à remboursement  
(3) personnels Mad ou affectés sortants payés sur les emplois du ministère et ne donnant pas lieu à remboursement  
(4) personnels Mad ou affectés entrants dont la rémunération est imputée sur le titre II du ministère, payés directement par le ministère ou payés par leur ministère d'origine dans le cadre d'une délégation de gestion  
(5) personnels Mad ou affectés sortants des DRH rattachées dont la rémunération est imputée sur le titre II d'un autre ministère, payés directement par ce ministère ou payés par les DRH rattachées au ministère lui-même dans le cadre d'une délégation de gestion  
(6) lorsqu'une direction de personnel est rattachée à plusieurs ministères ne comptabiliser les personnels figurant dans les colonnes ⑧ à ⑫ que dans un seul ministère à définir  
(7) fonctionnaires titulaires et stagiaires, magistrats et personnels titulaires des cultes d'Alsace-Moselle

# Annexe 1 - tableau 4 : personnels MAD et affectés par ministère (1)

Effectifs physiques au 31/12

<b>Directions de personnel rattachées</b>
fournir la liste

provenance/destination des personnels (2)	article du décret n°85-986 (3)	Mad ou affectés entrants dans le ministère		Mad ou affectés sortants du ministère	
		à titre "gratuits (4)"	"payés sur emplois (5)" du ministère	payés par le ministère et sortants à titre "gratuits (6)"	"payés sur emplois (7)" d'un autre ministère (8)
		(5)	(8)	(6)	(9)
institutions de la République	1 1°				
* Conseil économique et social	idem				
* Conseil d'Etat et juridictions administratives	idem				
* Cour des comptes et juridictions financières	idem				
* Autres (9)	idem				
affaires étrangères	idem				
agriculture et pêche	idem				
culture et communication	idem				
défense	idem				
* personnels civils	idem				
* personnels militaires	idem				
écologie et développement durable	idem				
économie, finances et industrie	idem				
* économie, finances et industrie (hors monnaies et médailles)	idem				
* monnaies et médailles	idem				
éducation nationale	idem				
équipement, transports et logement	idem				
* équipement, transports et logement (hors aviation civile)	idem				
* aviation civile	idem				
intérieur	idem				
* secrétariat général	idem				
* police nationale	idem				
jeunesse et sports	idem				
justice	idem				
outre-mer	idem				
premier ministre	idem				
* services généraux, Plan, Datar, SGDN	idem				
* JO	idem				
santé-solidarité	idem				
travail-emploi	idem				
EPA de l'Etat	idem				
* vers EPA sous tutelle (unique ou principale) du ministère	idem				
* vers autres EPA	idem				
<b>Total MAD administrations de l'Etat et EPA</b>	<b>1 1°</b>				
collectivité territoriale	Militaires				
établissement public autre qu'un EPA Etat	Militaires				
organisme d'intérêt général public ou privé	1 2°				
organisme associatif à mission d'intérêt général	1 3°				
association	Militaires				
organisation internationale intergouvernementale	1 4°				
organisation internationale	Militaires				
auprès d'une entreprise dans l'intérêt de la Défense	Militaires				
autres (à préciser en note)					
<b>Total</b>					

- (1) ministère pour lequel est défini le plafond d'emploi, les directions de personnel qui lui sont rattachées en gestion sont précisées dans l'encadré situé au dessus du tableau
- (2) ne pas tenir compte des Mad et affectés internes au ministère
- (3) pour les personnels militaires article 46 2° du nouveau SGM
- (4) personnels Mad ou affectés entrants payés sur les emplois d'un autre ministère et ne donnant pas lieu à remboursement
- (5) personnels Mad ou affectés entrants dont la rémunération est imputée sur le titre II du ministère, payés directement par le ministère ou payés par leur ministère d'origine dans le cadre d'une délégation de gestion
- (6) personnels Mad ou affectés sortants payés sur les emplois du ministère et ne donnant pas lieu à remboursement
- (7) personnels Mad ou affectés sortants des DRH rattachées dont la rémunération est imputée sur le titre II d'un autre ministère, payés directement par ce ministère ou payés par les DRH rattachées au ministère lui-même dans le cadre d'une délégation de gestion
- (8) lorsqu'une direction de personnel est rattachée à plusieurs ministères ne comptabiliser les personnels figurant dans la colonne ③ que dans un seul ministère à définir
- (9) Présidence de la République, Assemblée nationale, Sénat, Conseil constitutionnel, Haute Cour de justice, Cour de justice de la République

**Annexe 1 - tableau 5 : personnels détachés par ministère (1)**  
**Effectifs physiques au 31/12**

Directions de personnel rattachées
fournir la liste

provenance/destination des personnels (2)	article du décret n°85-986 (3)	détachés entrants dans le ministère	dont détachés sur emplois fonctionnels	détachés sortants des DRH rattachées (4)	dont détachés sur emplois fonctionnels
		(14)		(10)	
Institutions de la République	14 1° (12 1°)				
* Conseil économique et social	idem				
* Conseil d'Etat et juridictions administratives	idem				
* Cour des comptes et juridictions financières	idem				
* Autres (5)	idem				
Affaires étrangères	idem				
Culture et communication	idem				
Défense	idem				
* personnels civils	idem				
* personnels militaires	idem				
Ecologie	idem				
Economie, finances et industrie	idem				
* Economie, finances et industrie (hors monnaies et médailles)	idem				
* monnaies et médailles	idem				
Education nationale	idem				
Equipement, transports et logement	idem				
* Equipement, transports et logement (hors aviation civile)	idem				
* Aviation Civile	idem				
Intérieur	idem				
* secrétariat général	idem				
* police nationale	idem				
Jeunesse et sports	idem				
Justice	idem				
Outre-mer	idem				
Premier ministre	idem				
* Services généraux, Plan, Datar, SGDN	idem				
* JO	idem				
Santé-solidarité	idem				
Travail -emploi	idem				
Office ou EP de l'Etat sur emploi conduisant à pension	14 1° (12 1°)				
* vers office ou EPA sous tutelle (unique ou principale) du ministère	idem				
* vers autres offices ou EPA	idem				
<b>Total article 14 1° (12 1°)</b>	<b>14 1° (12 1°)</b>				
collectivité territoriale ou EP en relevant	14 2° (12 3°)				
mission de coopération loi 72-659 du 13/07/1972 personnels civils auprès d'Etats étrangers	14 3°				
administration, office, EP de l'Etat, entreprise publique ou GIP sur emploi ne conduisant pas à pension	14 4° a, b (12 2°)				
entreprise ou organisme privé à mission d'intérêt général, ou organisme associatif assurant des missions d'intérêt général	14 5° (12 4°)				
enseignement à l'étranger	14 6°				
mission publique ou d'enseignement auprès d'Etats étrangers ou d'organismes internationaux	(12° 5)				
mission d'intérêt public à l'étranger ou auprès d'une organisation internationale intergouvernementale, mission d'intérêt public de coopération internationale ou auprès d'un organisme d'intérêt général à caractère international	14 7° a, b				
membres du gouvernement ou fonction publique élective	14 8° (11)				
travaux de recherche auprès d'une entreprise, d'un organisme privé ou d'un GIP	14 9° (12 6°)				
stage ou solidarité post-concours, préparation à un concours	14 10° (12 7°)				
mandat syndical	14 11°				
auprès d'un parlementaire national ou européen	14 12°				
engagement dans une formation militaire ou activité dans la réserve opérationnelle (défense)	14 13°				
auprès d'une administration d'un Etat membre de l'UE (6)	14 14°				
stage d'enseignement en entreprise (enseignants uniquement)	35				
Autres détachés externes non ventilés					
<b>Total des détachés hors du ministère</b>					

- (1) ministère pour lequel est défini le plafond d'emploi, les directions de personnel qui lui sont rattachées en gestion sont précisées dans l'encadré situé au dessus du tableau
- (2) ne pas tenir compte des détachés internes au ministère
- (3) pour les personnels militaires cf. article 51 loi du 15/03/2005 (article entre parenthèse)
- (4) lorsqu'une direction de personnel est rattachée à plusieurs ministères ne comptabiliser les personnels figurant dans la colonne ⑩ que dans un seul ministère à définir
- (5) Présidence de la République, Assemblée nationale, Sénat, Conseil constitutionnel, Haute Cour de justice, Cour de justice de la République
- (6) pour les détachés entrants décret n°2002-759 du 2 mai 2002 relatif à l'accueil en détachement de fonctionnaires d'un Etat membre de la communauté européenne

Détachés internes au ministère	article du décret n°85-986 (4)	détachés internes à chaque DRH	dont détachés sur emplois fonctionnels	détachés entrants dans chaque DRH en provenance d'une autre DRH du ministère	dont détachés sur emplois fonctionnels
DRH A	14 1° (12 1°)				
DRH B	idem				
DRH...	idem				

## Annexe 1 - tableau 6 : personnels des EP rattachés au ministère (1)

Effectifs physiques au 31/12

Nom de l'EP <i>tutelle unique ou principale</i>	effectifs "payés" sur budget de l'EP (4)				effectifs en fonction (2)	effectifs gérés (3)
	effectifs rémunérés en équivalent temps plein travaillé (ETPT)	effectifs physiques en moyenne annuelle	effectifs physiques cumulés sur l'année	effectifs physiques au 31/12	effectifs physiques au 31/12	effectifs physiques au 31/12
<b>. Personnels</b> titulaires non-titulaires						

(1) les EP sont rattachés au ministère attribuant la subvention la plus importante (même rattachement que pour la présentation des PAP)

En cas de tutelle multiple préciser les autres ministères concernés

(2) prise en compte des personnels Mad "gratuits" en entrée et en sortie

(3) prise en compte des personnels Mad et affectés gérés par leur administration d'origine (payés directement par l'EP  
ou payés suite à une convention de gestion par leur administration d'origine)

(4) y compris ceux sur ressources propres

## Annexe 2 : évaluation à cinq ans des besoins futurs en emplois et en compétences, prolongée par un exercice prospectif à dix ans

Pour les années 2005 et suivantes

Il appartient à chaque ministère de définir les catégories d'emploi permettant d'estimer ses besoins en emplois et compétences dans les dix prochaines années. **Plusieurs schémas d'emplois pourront être présentés.**

- ⇒ L'expression des besoins à cinq ans s'appuiera sur une analyse détaillée de l'évolution des missions et de leurs exercices.
- ⇒ Un exercice prospectif complétera l'analyse afin d'évaluer l'impact à dix ans des orientations retenues ou envisagées.

Les résultats de ces réflexions seront synthétisés dans le (ou les) tableaux suivants, les besoins seront ventilés par programmes.

### Annexe 2 - emplois du ministère par programmes et catégories de personnels (1) évolution prévisionnelle à cinq ans, et exercice prospectif à dix ans (année de base 2005)

	année de base	prévision			projection	
	2005	2006	...	2010	...	2015
<b>Programme 1</b>						
. catégorie E						
. catégorie F						
. catégorie G....						
<b>Programme 2</b>						
. catégorie E						
. catégorie F						
. catégorie G....						
<b>Programme 3...</b>						
. catégorie E						
. catégorie F						
. catégorie G....						

(1) chaque ministère précise le contenu de ses catégories de façon à permettre le passage entre les données présentées dans les tableaux 2 et 2bis de l'annexe 1 et celles figurant dans ce tableau

### **Annexe 3 : présentation des exercices de projection**

#### **Pour les années 2005 et suivantes**

Afin d'apprécier l'impact des départs à la retraite, mais aussi des autres départs sur la situation des personnels en fonction, il est demandé à chaque ministère de se livrer à des exercices prospectifs.

⇒ **Un premier exercice** de projection présentera à politique de GRH inchangée et besoins en emplois et compétences évalués à organisation et missions stabilisées, les dynamiques à l'œuvre à un horizon de dix ans.

⇒ **Un ou plusieurs autres exercices** présenteront à un horizon de cinq et dix ans les résultats des projections cohérentes avec les schémas d'emplois proposés annexe 2. Ces exercices intégreront l'impact des politiques de GRH envisagées.

***Les résultats de ces exercices seront présentés sous forme de tableaux synthétiques et accompagnés d'une note de commentaires présentant de façon détaillée la politique de GRH***

⇒ le premier tableau présente le passage entre les notions d'emplois et d'effectifs gérés et payés. Les besoins en compétences exprimés en emplois doivent être traduits en besoins en personnels.

⇒ le deuxième tableau présente pour les seuls personnels gérés et payés sur le plafond d'emplois, selon la nomenclature des catégories de personnels retenue pour les exercices de projection, les départs tous motifs ainsi que les recrutements. Ce tableau présente les effectifs physiques au 31/12, les effectifs corrigés du temps partiel au 31/12 et les consommations annuelles d'emplois en ETP travaillé.

⇒ le troisième tableau présente pour l'ensemble des personnels gérés, selon la nomenclature des catégories de personnels retenue pour les exercices de projection, les départs tous motifs ainsi que les recrutements. Ce tableau ne porte que sur les effectifs physiques. Pour les personnels gérés par le ministère mais payés sur le plafond d'emploi d'un autre ministère les effectifs corrigés du temps partiel et la consommation d'emplois au sens LOLF ne sont pas connus puisque dépendants d'un autre ministère.

**Annexe 3 - tableau 1 : présentation du passage entre emplois et effectifs pour la réalisation des exercices de projection des départs et recrutements (année de base 2005)**

**Emplois du ministère par catégories pour l'année de base**

~~Personnels gérés dont la rémunération est assise sur les crédits d'un autre ministère~~

**catégories pour lesquelles sont réalisés des exercices de projection des départs et des recrutements**

- . catégorie E
- . catégorie F
- . catégorie G...

**catégories pour lesquelles ne sont pas réalisés des exercices de projection des départs et des recrutements**

- . catégories du ministère
  - . catégorie L
  - . catégorie M
  - . catégorie N...

- . catégories dépendant d'autres ministères
  - . catégorie X
  - . catégorie Y
  - . catégorie Z...

**Effectifs gérés par le ministère au 31/12 de l'année de base**

**catégories pour lesquelles sont réalisés des exercices de projection des départs et des recrutements**

- . sur les crédits d'un autre ministère ou EP
  - . catégorie E
  - . catégorie F
  - . catégorie G...

. sur les emplois du ministère

- . catégorie E
- . catégorie F
- . catégorie G...

**catégories pour lesquelles ne sont pas réalisés des exercices de projection des départs et des recrutements**

- . catégorie L
- . catégorie M
- . catégorie N...

~~Personnels gérés par un autre ministère dont la rémunération est assise sur les crédits du ministère~~



**Annexe 3 - tableau 2 : les départs et recrutements des personnels gérés et payés sur les emplois prévisionnels du ministère par catégories**  
précisez la catégorie concernée

	N°ligne	2005 (année de base)			2006 (1ère année de projection)			2007-2015		
		Effectifs physiques	Effectifs corrigés du temps partiel	ETP Travaillés (*)	Effectifs physiques	Effectifs corrigés du temps partiel	ETP Travaillés (*)	Effectifs physiques	Effectifs corrigés du temps partiel	ETP Travaillés (*)
<b>Données en début d'année (n)</b>										
Besoins prévisionnels en emplois de la catégorie concernée (cf. annexe 2)	0	SS	SS		SS	SS	à définir (exogène)	SS	SS	à définir (exogène)
Effectifs gérés et payés sur les emplois prévisionnels fin (n-1) de la catégorie concernée	1			SS			SS			SS
Effectifs gérés et payés sur les emplois prévisionnels début (n) (effet vieillissement) de la catégorie concernée	2			SS			SS			SS
<b>Données en cours d'année (n)</b>										
<b>Départs de la catégorie concernée</b>	<b>3=4+5+6+7+8</b>									
<i>Sorties de fin de carrière</i>	4									
Retraite (**)										
CFA										
Décès										
Départs en CPA (solde net soit départs en CPA - entrées en CPA)		0			0			0		
<i>Promotions internes au département ministériel</i>	5				se déduit de la catégorie supérieure			se déduit de la catégorie supérieure		
Concours internes (hors ceux externes au département ministériel), liste d'aptitude (***)										
<i>Autres sorties définitives</i>	6									
Démissions, radiations (****), non renouvellements de contrat										
Retours des détachés entrants dans leur corps d'origine										
<i>Sorties provisoires liées à une imputation sur plafond d'emplois d'un autre ministère</i>	7									
Détachements sortants										
Affectations ou MAD remboursées										
<i>Autres sorties provisoires</i>	8									
CLD, congé formation, congé parental, disponibilité...										
<b>Entrées de la catégorie concernée</b>	<b>9 = 10+11+12</b>									
<i>Total des recrutements pour la catégorie concernée</i>	10				se calcule en théorie par solde en projection			se calcule en théorie par solde en projection		
Recrutements autres que promotions internes										
. concours externes, internes (externes au département ministériel), contrats										
. détachés entrants										
Promotions internes au département ministériel										
. concours internes (hors ceux externes au département ministériel), liste d'aptitude (***)										
<i>Réintégrations des sorties provisoires liées à une imputation sur plafond d'emplois d'un autre ministère</i>	11									
Retours des détachés sortants										
Retours des affectés ou MAD remboursées										
<i>Autres réintégrations</i>	12									
Retours de disponibilité, CLD, congés formation et parental										
<b>Données en fin d'année (n)</b>										
Effectifs gérés et payés sur les emplois prévisionnels fin (n) de la catégorie concernée	13			SS	liq2-liq3+liq9	liq2-liq3+liq9	SS	liq2-liq3+liq9	liq2-liq3+liq9	SS
Consommation annuelle effective d'emplois en ETP de la catégorie concernée	14	SS	SS		SS	SS	en théorie égal à lig 0	SS	SS	en théorie égal à lig 0

SS=sans signification

(\*) Pour les ETP travaillés les données sont demandées au niveau des grandes catégories de départs et d'entrées (cf. nomenclature du tableau 3)

(\*\*) L'ensemble des départs (retraite, décès, CLD) de la population des CPA est assimilé à des départs en retraite.

(\*\*\*) Voir aussi concours externes au sein de votre département ministériel.

(\*\*\*\*) Sauf radiations après sorties provisoires, comprend éventuellement les concours externes et internes (externes à votre département ministériel)

**Annexe 3 - tableau 3 : les départs et recrutements des personnels gérés  
(payés et non payés sur les emplois prévisionnels du ministère) par catégories  
précisez la catégorie de personnels concernés**

	N°ligne	2005 (année de base)	2006 (1ère année de projection)	2007-2015
		Effectifs physiques	Effectifs physiques	Effectifs physiques
<b>Données en début d'année (n)</b>				
Total des effectifs gérés début (n) de la catégorie concernée ..... ..dont effectifs payés par un autre département ministériel	2 2bis	.....	.....	.....
<b>Données en cours d'année (n)</b>				
<b>Départs de la catégorie concernée (*)</b>	<b>3=4+5+6+7+8</b>			
Sorties de fin de carrière	4			
Promotions internes	5			
Autres sorties définitives	6			
Sorties provisoires liées à une imputation sur plafond d'emplois d'un autre ministère	7			
Autres sorties provisoires	8			
<b>Entrées de la catégorie concernée (*)</b>	<b>9=10+11+12</b>			
Total des recrutements	10			
Recrutements autres que promotions internes				
Promotions internes				
Réintégrations des sorties provisoires liées à une imputation sur plafond d'emplois d'un autre ministère	11	.....	.....	.....
Autres réintégrations	12			
<b>Données en fin d'année (n)</b>				
Total des effectifs gérés fin (n) de la catégorie concernée ..... ..dont effectifs payés par un autre département ministériel	13 13bis	.....	.....	.....

nc=non connu

(\*) Pour l'ensemble des personnels gérés (payés ou non payés sur les emplois du ministère)  
les données sont demandées au niveau des grandes catégories de départs et d'entrées